



Session 1: “Inverser les dynamiques de vulnérabilité sociale à l’ère des nouvelles technologies”

Aujourd’hui, la majorité des pays d’Amérique Latine et les Caraïbes (ALC) sont des pays à revenu intermédiaire, avec d’importantes disparités à travers les différents indicateurs de développement. D’une façon similaire aux économies émergentes dans le monde, les pays d’ALC sont confrontés à d’importantes inégalités en termes de revenus, de bien-être et d’accès aux services publics, tant au niveau des populations nationales que des régions infranationales. Ce phénomène persiste malgré la croissance relativement élevée du PIB par habitant de la dernière décennie.

Les inégalités en ALC

- L’inégalité de revenu dans ALC est de 47%, considérablement plus élevée qu’en Asie et Pacifique (36%) ainsi qu’en Afrique (42%).³
- Les 1% les plus riches de la population d’ALC détiennent 71% de la richesse de la région.⁴
- Les disparités économiques régionales sont 4 fois plus élevées en ALC que dans les pays OCDE.⁵
- L’objectif de développement durable n°10: “Réduire les inégalités entre les pays et en leur sein” est l’un des 7 objectifs avec le moins de couverture en ALC.⁶
- En 2017, 29.4% des femmes en ALC ne recevaient pas de revenus par leur propres moyens, comparé à 10.7% des hommes.⁷

Par ailleurs, différents symptômes suggèrent que les pays en ALC sont confrontés à de « nouvelles » trappes de développement qui entravent leur développement inclusif et durable. Si ces trappes sont des dynamiques résultant de faiblesses de longue date et qui se renforcent mutuellement, le progrès vers des niveaux de revenus plus élevés fait émerger de nouveaux défis de développement.

L’une de ces « nouvelles » trappes de développement est celle de la vulnérabilité sociale. Depuis le début du siècle, la croissance économique et des politiques sociales fortes ont considérablement réduit la pauvreté dans la région. Néanmoins, la plupart de ceux ayant échappé à la pauvreté se retrouvent maintenant dans une classe moyenne vulnérable et hétérogène, représentant 40% de la population d’ALC. Ces derniers sont confrontés à des emplois de basse qualité, une faible protection sociale et des revenus volatiles. Dans ce contexte, ils n’investissent pas dans leur capital humain, ou n’ont pas la capacité d’économiser et d’investir dans une activité entrepreneuriale.¹

D’ici 2021, les 1% les plus riches d’Amérique Latine auront cumulé plus de richesses que les 99% restant.²

Cependant, les inégalités ne sont pas seulement liées au revenu et à la richesse : plusieurs facteurs et expressions d’inégalité témoignent d’une réalité beaucoup plus complexe et multidimensionnelle. Plusieurs formes de discrimination, par exemple, limitent les opportunités, particulièrement pour les femmes, les populations indigènes et celles de descendance africaine. Les indicateurs de

¹OECD/CAF/ECLAC/EU (2019), *Latin American Economic Outlook 2019: Development in Transition*, OECD Publishing, Paris

³ Mesuré par le coefficient GINI

⁴ World Economic Forum (2016)

⁵ Bartolini, D., S. Stossberg and H. Blöchliger (2016), “*Fiscal Decentralisation and Regional Disparities*”, *OECD Economics Department Working Papers*, No. 1330, OECD Publishing, Paris.

⁶ Comisión Económica para América Latina y el Caribe (CEPAL 2018), *Segundo informe anual sobre el progreso y los desafíos regionales de la Agenda 2030 para el Desarrollo Sostenible en América Latina y el Caribe* (LC/FDS.2/3/Rev.1), Santiago

⁷ ECLAC (2017), “People without incomes of their own” indicator, Gender Equality Observatory for Latin America and the Caribbean, ECLAC, Santiago

² According to Oxfam’s calculations



développement de ces groupes sont sous la moyenne, tant en termes de revenus que d'accès à l'éducation et autres dimensions.

L'approche de « [développement en transition](#) (*Development in Transition*) » présentée dans le rapport OCDE sur les [Perspectives Économiques de l'Amérique Latine 2019](#) présente des recommandations de politiques publiques révisées afin de surmonter les trappes de développement. Le rapport détaille aussi comment la coopération internationale peut jouer un rôle plus adapté dans la région.⁸

La transformation digitale a le potentiel de réduire ces inégalités et d'améliorer les opportunités et perspectives d'avenir pour tous les citoyens d'ALC. Les nouvelles technologies, par exemple, peuvent accroître l'accès aux services publics, la participation des citoyens dans la vie publique et améliorer la qualité des emplois. Cependant, afin que la transformation digitale bénéficie à tous les citoyens et afin d'en faire un vecteur de plus d'égalité, de plus grands efforts sont nécessaires. Les politiques publiques doivent être développées et implantées d'une manière flexible, prospective et dans un cadre intégré. Cela implique d'accroître l'accès aux nouvelles technologies et de favoriser une plus grande mobilité et connectivité dans les pays afin de réduire les inégalités spatiales. Cela implique aussi un investissement plus important dans les infrastructures digitales et de télécommunication afin de promouvoir une meilleure intégration dans les chaînes de valeurs mondiales et favoriser une plus grande productivité du travail et une meilleure cohésion sociale. Enfin, mobiliser le potentiel de la transformation digitale nécessite aussi d'évaluer son impact dans plusieurs autres dimensions, telles que l'usage, l'innovation, la confiance, les emplois, la société et l'ouverture des marchés. Tous ces éléments clés sont intégrés au Cadre de l'OCDE « Vers le numérique », qui rassemble les politiques publiques afin de définir un futur digital commun améliorant les vies et le bien-être tout en favorisant la croissance économique.

Toutefois, cela ne peut être obtenu par la seule action des gouvernements. Le secteur privé tient un rôle essentiel pour assurer un développement inclusif et durable, et les entrepreneurs occupent une place fondamentale dans la réorientation des investissements traditionnels vers des modèles de productivité plus inclusifs et innovateurs. De plus grands investissements dans la R&D et l'entrepreneuriat, ainsi qu'un meilleur soutien du secteur public, sont nécessaires pour stimuler l'innovation et optimiser la capacité de l'état à développer des stratégies de développement rigoureuses à long-terme.¹⁰

Pour relever les défis de la vulnérabilité sociale, les décideurs politiques doivent fournir aux citoyens de meilleures opportunités socio-économiques et services publics. Assurer l'accès à des emplois formels et stables, développer de meilleurs systèmes de protection sociale, investir dans l'éducation et les compétences, lutter contre la corruption et tirer profit des bénéfices et opportunités de la transformation digitale sera essentiel pour permettre à la région de développer son plein potentiel d'une manière inclusive et durable.

Questions pour la discussion

- **Comment des politiques adéquates peuvent-elles contribuer à consolider une croissance inclusive et mettre la prospérité économique au service des besoins en développement de la région ?**
- **Quels sont les facteurs technologiques à prendre en compte pour des politiques publiques réussies dans le domaine ?**

⁸OECD/CAF/ECLAC/EU (2019), *Latin American Economic Outlook 2019: Development in Transition*, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/g2e9ff18-en>

⁹OECD (2016a), *Promoting Productivity for Inclusive Growth in Latin America*, Better Policies, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/9789264258389-en>

¹⁰OECD/CAF/ECLAC/EU (2019), *Latin American Economic Outlook 2019: Development in Transition*, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/g2e9ff18-en>